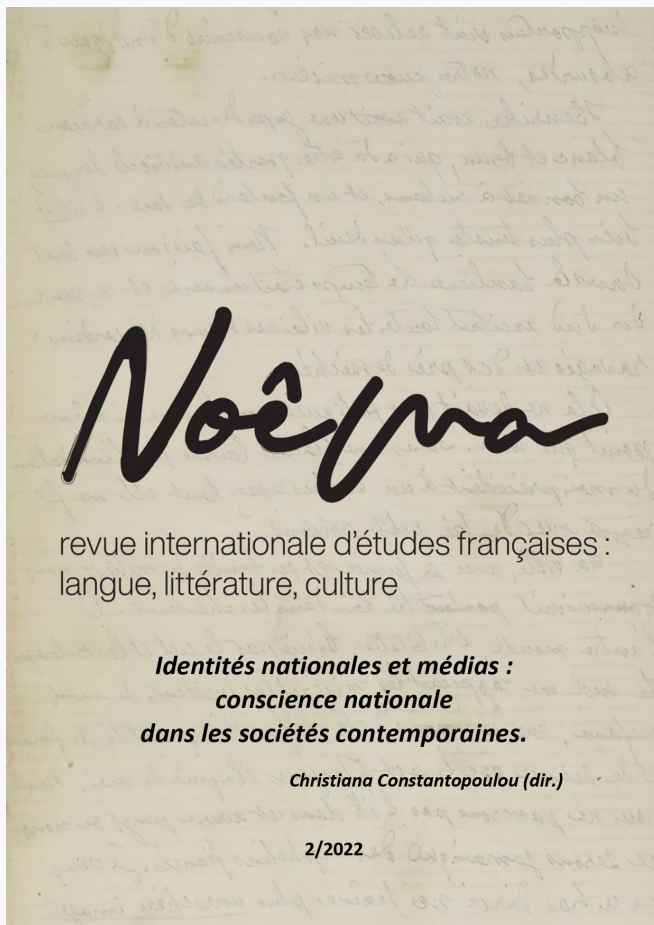


Noêma, revue internationale d'études françaises : langue, littérature, culture

Vol 1, No 2 (2022)

Identités nationales et médias : conscience nationale dans les sociétés contemporaines.



Souverainetés gaullistes, mobilisations arabes et gilets jaunes : trois figures nouées entre les représentations médiatiques et la construction nationale.

Gilles Verpraet

doi: [10.12681/noma.32989](https://doi.org/10.12681/noma.32989)

Copyright © 2023, Auteur et la revue Noêma



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

To cite this article:

Verpraet, G. (2023). Souverainetés gaullistes, mobilisations arabes et gilets jaunes : trois figures nouées entre les représentations médiatiques et la construction nationale. *Noêma, Revue Internationale d'études françaises : Langue, littérature, Culture*, 1(2), 27-48. <https://doi.org/10.12681/noma.32989>

Souverainetés gaullistes, mobilisations arabes et gilets jaunes : trois figures nouées entre les représentations médiatiques et la construction nationale¹.

Gilles VERPRAET

Université Paris Nanterre

gilles.verpraet@parisnanterre.fr

Introduction

Les souverainetés nationales s'appuient sur des représentations médiatiques selon les figurations portées par des acteurs sociaux (Benjamin, 1992 ; Deutsch, 1953). Les élites civiques conjuguent le récit national avec la souveraineté populaire et par le relai des amplifications médiatiques. Ces constructions symboliques agencent des rhétoriques propres.

Le couplage du régime présidentiel et de la télévision dans les années 1960 établit l'autorité de l'État dans une synchronie sociale. La télévision condense un symbole d'autorité et de synchronie sociale (Bourdon, 2017). Les récits gaullistes de la souveraineté nationale se déclinent aux différentes époques selon les enjeux du moment : la continuité du peuple en 1940, l'indépendance retrouvée en 1945, l'auto-détermination en 1958, la demande de décentralisation et d'auto-organisation en 1968. Le recul contemporain sur la construction du national prend en compte les amplifications de l'internet et l'avènement de nouvelles formes d'État.

La requalification de l'espace social, issue des technologies numériques présente plusieurs scénarios de synchronie et de réactivité. Elle conjugue la différenciation des publics et des sous-publics, les moyennisations des goûts et des choix culturels. Les supports du média internet et de la représentation politique sont traversés par ces deux tendances. Les usages de l'internet par la génération accoutumée aux pratiques numériques (15 à 45 ans aujourd'hui) se déploient comme des vecteurs de modernisation et de réformes sociales pour les classes moyennes, comme un vecteur d'unification pour les quatre classes moyennes (Dahlgreen, 2009). Internet présente des usages politiques diffractés. Les récits minoritaires peuvent être amplifiés par Internet : l'amplification des disruptions se conjugue avec l'amplification de la moyennisation. Une configuration nationale apparaît tendue devant le poids du transnational et du global. Il convient de préciser les nouveaux rapports des enjeux locaux et des enjeux globaux.

Le détour par les mobilisations arabes permet d'approfondir la reformulation des conflits culturels. L'analyse des mobilisations des printemps arabes atteste d'une ambivalence perçue dans l'usage des médias. Les blocages de la démocratisation et de l'autoritarisme invitent à des usages multiples des nouveaux médias (iPhone, Internet) avec des innovations croisées entre téléphone mobile et télévision indépendante. La constitution d'un nouvel espace public formé de nouvelles subjectivités et de nouveaux usages tactiques de médias soutient des formes de

¹ Note des responsables de la revue : comme il n'y a pas de citations reprises telles quelles dans cet article, le renvoi bibliographique ne sera pas celui du système « note et bibliographie », qui est celui de la revue, mais celui du système « auteur-date » adopté par l'auteur.

solidarités démocratiques des classes moyennes, mais elle se heurte aux modalités d'incorporation sociale des classes précaires et exclues. Le revers historique de ces mobilisations souligne les tensions entre le nouvel espace public en gestation et la consolidation des hiérarchies sociales soutenant les systèmes politiques.

En France, les gilets jaunes portent une réplique de ces mobilisations disruptives sur les places et sur les réseaux. Ils font effraction dans la recomposition des figures du national ci-dessus décrites pour les classes moyennes. Notre démarche est de discerner les axes de redéfinition et de modulation du récit national. Cette mobilisation pose la question des différenciations entre la Nation et ses territoires, des clivages entre une souveraineté présidentielle et des médias centraux. Elle convoque les différentes modalités de la configuration nationale et aussi les différentes modalités de la configuration démocratique.

L'objet de ce chapitre s'interroge sur les contenus de la nation mobilisés par les mouvements sociaux et par les relations entre centre et périphérie. Il s'interroge sur la mise en scène des figures de la nation par les médias classiques et par ces mobilisations (réfraction, condensation symbolisation). Il souligne la question spécifique portée par des nouveaux réseaux sociaux. Sont-ils des facteurs de mobilisation ou de dilution des figures nationales ?

1. Les répertoires de la nation et les différents sens de la nationalité

La généalogie tissée entre religion et histoire est un des premiers vecteurs de la nationalité classique conçue par sa fondation historique. Colette Beaune étudie la filiation religieuse, ses pèlerinages marqués par ses montjoies au XII^e siècle. Pierre Nora se concentre sur les héritages et les traces de la nation entre 1500 et 1900. Il insiste sur la contribution spécifique des historiographies, des généalogies, des paysages dans la formation des lieux de mémoire (Nora, 1986). Braudel spécifie le rôle de la géographie et des populations dans la formation de l'État national. La géographie de la France en longue durée est marquée par l'isthme continental entre deux mers, par les passages et les brassages de populations (Braudel, 1986). La question des frontières et des places fortes (la nation selon Vauban) est relayée par la question de l'État assurant les passages et les mélanges (Braudel, 1990). Les approches attachées à l'autonomie régionale opposent le mythe national et les différentes identifications des Français (Citron, 1987).

L'approche sociologique de la nation insiste sur le rôle de l'éducation, des institutions, dans la formation d'un universalisme républicain (Durkheim, 1967 ; Gonthier, Bréchon et Astor, 2019). Le contrat social selon Rousseau, tisse et légitime un compromis actif et dynamique entre la volonté collective et la justice sociale. Balibar met en exergue la tension récurrente entre l'universel républicain et les différences anthropologiques dans cette situation de brassage et de passage (Balibar, 2001). Les débats contemporains sur les tensions du nationalisme questionnent la formation du « Nous », la formation des volontés collectives, la médiation et la consistance des espaces publics (Habermas, 1988 ; Calhoun, 1998).

1.1. La nation comme rassemblement et comme configuration



La nation comme configuration rassemble le peuple sur des coexistences possibles et sur des échanges culturels (Cassirer, 1993 ; Butler, 2016). La subjectivation culturelle porte sur des enjeux communs de langue et de coexistence (Arendt, 1982 ; Svoronos, 1953). La nation mobilisée est associée aux différents types de modernisation technologique, économique, éducative. Aux modernisations industrielles des années 1945 à 1983 succèdent les modalités de coexistence dans les nouvelles conditions de marché des années 1980 à 2015.

La dialectique de l'état et la société civile vise à rassembler le peuple selon Ferguson et Rousseau. Elle propose une subjectivation culturelle possible. Elle peut fixer la coordination par les normes d'état, accomplissant un style d'incorporation dans une totalisation dynamique. La nation comme formation sociale spécifique constitue un groupement complexe entre une structure étatique et les populations historiquement situées (Balibar, 2001). Dans ce cadre sociologique, la forme Nation déploie une dialectique entre une structure étatique et des configurations citoyennes. Les notions d'identité nationale sont des résultantes de ces configurations et de ces assemblages historiques, politiques et culturels. La grammaire des identités doit renégocier avec la composition et la coexistence des populations (Gonthier, 2015). L'équilibre social et historique entre un État et une nation démocratique associe dans un même complexe de raisonnements politiques, la longue structuration de l'État et les différentes configurations de la nation où se rassemblent les peuples, les espaces, les cultures.

La codification du national et du civil est un indicateur des capacités de mobilisation. À la souveraineté absolutiste assurée par la vassalisation ont succédé les termes du contrat social assumant l'égalité de citoyenneté selon les écrits de Rousseau et leur influence politique en 1789 et en 1848. Le code sur les configurations populaires a été marqué par les littératures nationales entre 1870 et 1930. Le code public doit faire vivre des subjectivations culturelles et ses élites culturelles actives. Il convient de préciser comment la rapidité des réseaux internet perturbe la codification du national entre les mémoires constituées et les réactivités synchroniques (Rosa, 2010).

La nationalité se présente comme un imaginaire composite de toutes ses mémoires composées historiquement, associant des rites nationaux, des rites républicains plus abstraits, des rites citoyens vivaces (les places publiques). La nation sociologique se présente comme une configuration de populations diverses, dans l'agencement subtil de formes d'existence et des formes institutionnelles (Halbwachs, 1953 ; Braudel 1986). La délimitation et la stabilisation de ces configurations suppose un ensemble de codes culturels, civils, constitutionnels (Balandier, 1980). La matrice culturelle de la nation associe la mémoire et l'imaginaire, les configurations nationales et les codes culturels, les configurations nationales et les subjectivations culturelles (Namer, 1988).

1.2. La construction de la souveraineté gaulliste et sa codification

Le régime gaulliste se construit sur des actes politiques forts à portée nationale et il se constitue comme un régime politique entre 1958 et 1971. Il a pu se conforter dans une même narration de la souveraineté condensée (l'appel de 1940, le discours de 1958) dénotant l'ami et l'ennemi, la congruence des différents imaginaires nationaux sur des opérations symboliques fortes : l'imaginaire de la France continuée en 1940, les actes libérateurs et refondateurs de 1945. La constitution de la

Noéma

v^e République en 1958 et son pouvoir de direction est un acte politique important (Cayrol, 2004 ; Wahl et Quermonne, 2004). L'autorité présidentielle en régime gaulliste est associée au pouvoir condensateur de la télévision, assumant une condensation symbolique de la parole présidentielle et sa contraction. La crise de 1968 a montré la contestation forte de ce pouvoir de commandement et de contrôle formaté dans la télévision centrale (Bourdon, 2017). La souveraineté gaulliste associe un imaginaire historique, un style de commandement, une performance médiatique associée au style de gouvernement centralisé et hiérarchique.

Le pouvoir présidentiel relayé par le pouvoir médiatique de la télévision apportait une surface large au discours du chef, considéré comme le maître des horloges, comme le maître des événements dans la gestion de crises (Bell, 2022 ; Lemieux, 2010). Que deviennent ces figures de pouvoir charismatique associant la communication d'influence et la condensation avec les réseaux internet ?

1.3. Internet et la perturbation des codes présidentiels

La réception internet des jeunes de 16 à 39 ans qui pratiquent moins la télévision que les réseaux sociaux est relayée par les différents sites Internet. Leurs approches ne convergent pas sur une culture de synthèse, mais elles se diffractent selon les styles de consommation culturelle (Lombardo et Wolff, 2020 ; Octobre, 2014). Le discours présidentiel peut recourir aux formes disruptives d'Internet pour augmenter l'audience et pousser la convergence des sous-publics. Nous rappelons la campagne numérique et disruptive du candidat Trump en 2016. La campagne présidentielle de 2017 en France associe le vote des anciens (sur la sécurité du patrimoine) et le vote des jeunes afin de promouvoir les nouvelles techniques d'innovation et de disruption (Google, Smart Society). La définition du politique et du pouvoir présidentiel semble procéder plus par disruptions et connexions que par des synthèses politiques convaincantes.

La nouvelle donne culturelle issue des technologies d'Internet présente plusieurs scénarios de synchronie et de réactivité : technologie de connexion, technologie d'amplification et de singularisation (Castells, 1999). Elle conjugue la différenciation des publics et des styles de consommation culturelle avec la moyennisation des goûts et des choix culturels associant des normes de consommation et les prescriptions incitatives d'internet (Glevarec, 2019). Les supports du média numérique et de la représentation politique sont traversés par ces deux tendances. Les usages d'Internet par la génération numérique (15 à 45 ans aujourd'hui) se déploient comme des vecteurs de modernisation et de réformes sociales, comme des vecteurs d'unification pour les quatre classes moyennes (Dahlgreen, 2009).

Dans le domaine des pratiques culturelles, la différenciation générationnelle est importante sur la pratique Internet, où la consultation de vidéo en ligne et de jeux vidéo se déploie au détriment d'un déclin de la lecture (Lombardo et Wolff, 2020). La différenciation des goûts et des consommations culturelles sur ces nouveaux objets montre une différenciation et une fragmentation importante des styles d'appropriation culturelle de la nouvelle génération culturelle. L'intelligence collective des réactivités par Internet (la génération parapluie à Hong Kong et à Taiwan) n'équivaut pas à une médiation sociale et culturelle (Proulx et Klein, 2012 ; Walsh, 2017). Les réseaux numériques déploient des usages politiques diffractés (Hensel-Krishna, 2017). Les récits de sectes peuvent être amplifiés par Internet (Harcourt,

Noéma

2020). L'amplification des disruptions se conjugue avec l'amplification de la moyennisation. Il convient de préciser les nouveaux rapports des enjeux locaux et des enjeux globaux.

1.4. Configurations nationales, Systèmes médiatiques, structure de l'État

Configurations nationales et configurations démocratiques s'interprètent selon les générations, selon les styles de consommation culturelle plus que l'éducation. Elles se déploient par l'intermédiaire des systèmes médiatiques et des systèmes éducatifs. Dans l'analyse générationnelle, l'autonomie du système d'interaction Internet l'emporte sur l'autonomie reliante de l'éducation (Morin, 1999). Internet et éducation présentent deux styles de configuration relationnelle.

Entre les configurations nationales et les structures de l'État s'intercalent des imaginaires sociaux, source d'utopies et de mobilisations sociales (Birnbaum et Badie, 1979 ; Skinner 2012). Les systèmes médiatiques reformulent les configurations nationales et les imaginaires sociaux dans des processus de refiguration inédits. Les systèmes médiatiques font aussi pression sur l'État au nom d'un tout social selon les théories des opinions publiques. Le discours négatif sur la migration fait pression sur la structure de l'État, avec sa réponse d'autorité sur la gestion des flux et sur la gestion des populations sécurisées. La migration peut aussi élargir la nation tolérante, les modalités de coexistences possibles. Un État fort peut accepter des migrations importantes de main d'œuvre (Allemagne, Danemark) ou montrer une politique apparente de fermeté (Royaume-Uni, France). La médiatisation de la question migrante affecte la formation de l'opinion publique. Chaque pays définit ces rapports État / société civile selon leur moment historique (richesse / pauvreté). Le débat tissé entre une configuration démocratique et une structuration de l'État forme une conjoncture politique.

1.5. Mobilisations et médias dans la constitution des souverainetés politiques

Les études de cas interrogent les relations entre une configuration nationale et le type de mobilisation. Entre la configuration médiatique et le type de résonance politique sont associés des codages et des métalangages. Le recouvrement des enjeux et des modes d'action associe les configurations nationales et les réseaux internes. Il conjugue les nouvelles pratiques culturelles et les pratiques militantes. Le débat analytique questionne ces recouvrements entre les configurations nationales et les réseaux numériques, sur de nouvelles pratiques militantes, sur les contenus de la nation mobilisée par ces mouvements, sur leur assemblage dans de nouveaux syncrétismes ou sur leur dispersion dans l'accélération médiatique. Il est possible de préciser les modulations de la nation comme un cadre de mobilisations plurielles, comme le cadre démocratique d'équilibre des forces sociales internes et externes. La pression des forces externes semble l'emporter sur la dynamique des forces internes.

Les différents couplages de la souveraineté présidentielle et du système médiatique procèdent de coalitions historiques et de contestation. La souveraineté gaulliste de 1958, de 1962 et en 1968 est marquée par le couplage de la souveraineté présidentielle et du système médiatique. Elle a été contestée par les mobilisations sociales et étudiantes de 1968. La souveraineté tunisienne de 1954 et 1956 aboutit au pouvoir personnel et au contrôle des médias. La souveraineté présidentielle dans la

France de 2017 et son dispositif élargi de communication accélérée aboutit aussi à la contestation des gilets jaunes en 2018.

Nous présentons deux cas de couplage entre une mobilisation sociale et des pratiques numériques, suivant des contenus sociaux différents, les révoltes et mobilisations démocratiques en Tunisie, les révoltes périphériques et la contestation du pouvoir présidentiel en France. La contestation des classes périphériques prend des significations politiques différentes. Des thèses plus différenciées sont élaborées vingt ans après les débuts de la globalisation numérique, quand la constitution d'un espace public délibératif soutient différentes formes d'agir communicationnel (Habermas, 1997 ; Sommers, 2008). La connexion Internet accélérée perturbe les configurations démocratiques, avec un déplacement de la codification sur des connexions d'opinions polarisées (Chavalarias, 2022). La connexion Internet perturbe la chaîne de pouvoir dans la structure étatique par une concentration du contrôle digital (Harcourt, 2020). L'horizontalité du digital et du virtuel peut s'associer à une verticalité plus classique.

L'effacement de la nation dans la globalisation repose sur une conjonction d'arguments de long terme (Arendt, 1982 ; Beck, 2003). La nation est instrumentalisée par l'économie et la gouvernance financière dans les négociations transnationales (Sassen, 2006). La réponse citoyenne provient des rassemblements et des subjectivations culturelles. Le développement des réseaux internet tend à amplifier l'image de ces rassemblements. Nous évoquons l'attaque des gilets jaunes après le 11 novembre 2018. Les réseaux internet soulignent la place des marchés dans les interactions d'espace public, dans les décisions de gouvernement. Ces deux couplages de réseaux numériques et de réseaux sociaux disjoints annoncent un effritement des rites nationaux et des rites citoyens (Geertz, 1986).

Comment Internet perturbe-t-il la codification du national ? Le discours internet tend à personnaliser le politique sur une volonté individuelle, celle du chef charismatique (Bell, 2022), celle du contrôle central (Harcourt, 2020), celle de la « médiarchie » (Citton, 2017). La volonté collective est portée par les réseaux de l'imitation et altérée par des associations hétérogènes, celle des itérations de marché (Hajer, 2009), par les itérations de la démocratie concurrentielle (Lessenich, 2019). Ce type de mobilisation numérique inverse de la construction d'une politique collective, conçue comme une somme de débats, de politiques publiques et de mobilisations, sur l'idée de société horizontale. Il est possible de reconnaître un clivage prononcé des imaginaires politiques dans cette conjoncture.

2. Les mobilisations arabes entre espaces publics et espaces politiques

L'État-Nation tunisien procède d'élaborations successives formant une histoire nationale. L'indépendance de 1954 formée autour du leader Bourguiba et son organisation politique, le néo-destour assure le développement de l'éducation notamment pour les femmes sans empêcher l'enlisement d'un État faible, prisonnier du pouvoir personnel. La mobilisation des jeunes contre ce pouvoir autoritaire en 2011 a pour objet de construire une société civile démocratique et une autre histoire du développement tunisien. L'alliance des partis laïques et des élites islamiques, aboutit à une constitution démocratique mais aussi à l'impuissance du gouvernement. En 2020, le régime présidentiel assure le retour d'un pouvoir vertical assumant la figure de l'État-Nation. Dans ces deux périodes de 1954 à 2011 et de 2011

à 2021, les relations entre la structure de l'État et la configuration démocratique apparaissent instables, du côté démocratique.

Il est possible de préciser les enjeux d'une nouvelle forme de protestation associant les rassemblements sur la place publique et le rôle d'Internet dans la visibilité et la résonance de l'action. Internet a joué un rôle protecteur dans le développement de la mobilisation des jeunes urbains des mondes arabes face aux divers régimes autoritaires. Étudier cette forme d'action urbaine et politique dans le cadre d'une sociologie de l'action permet de préciser la performance sociale et symbolique d'un type d'action. Les révoltes arabes ne se présentent d'abord comme des actes de protestation, visibles et publics pour la démocratisation d'un régime politique (Tilly, 2008). Elle utilise l'occupation et l'appropriation de places publiques et aussi les nouveaux médias.

2.1. Mobilisations démocratiques et cadre national

Nous nous référons aux mobilisations du monde arabe qui sont devenus des événements historiques significatifs : le mouvement du 22 février 2010 à Rabat a pour objet d'initier un mouvement altermondialiste au Maroc. La conjonction des mouvements en Tunisie entre décembre 2010 et mars 2011 dans les petites villes Sidi Bouzid et les grandes villes de Tunis aboutit au départ du dictateur Ben Ali en février 2011. Les mobilisations égyptiennes de la Place Tahir, dans la capitale, signent la condensation des différentes mobilisations et aboutissent aussi au départ du dictateur, puis à une nouvelle constitution. On peut s'interroger sur l'émergence d'un nouveau style d'action sur l'espace public associant Internet et les places publiques. On peut aussi constater la formation d'un espace public d'interlocution et de débats qui prend place sous les contraintes et les règles de l'espace politique entre mouvement constituants et mouvements constitués (Verpraet, 2015).

2.2. Les nouvelles formes de l'action publique et leur performance sociale

Les potentialités d'Internet comme système collaboratif, rencontre les contenus sociaux des mobilisations des classes moyennes. La méthode d'analyse s'inscrit dans une sociologie de l'action distinguant ses différents niveaux de signification. Derrière ces formes de l'action effervescente se développe une trame plus sombre entre État autoritaire et société religieuse. Dans ce contexte, prend place un espace public en gestation. Notre tâche sociologique sera d'analyser la trame de l'action entre le nouvel espace public et la structure de pouvoir.

Un nouveau contexte est créé par l'essor du numérique et de l'internet. Les auteurs de la sociologie de la culture dénotent une nouvelle configuration des pratiques culturelles entre écrans, sorties et imprimés. Les deux pôles actuels de la culture entre la culture d'écran et la culture de sortie sont déplacés par la diffusion et par la pénétration d'Internet dans les ménages.

La génération de moins de 30 ans (en 2008, 45 ans en 2022) privilégie la culture d'écran et le cumul des modes d'accès. L'hégémonie de la culture d'écran se traduit par une pluralité et par un cumul des modes d'accès, avec leurs conséquences sur les modes de sortie ; avec internet, le média est pluraliste et interactif. La relation à la culture écran est interactive. Le sujet peut faire varier le rapport global / local, entre public / privé, entre familial / distance sur chaque message. (Donnat, 2009 : 12)

Avec la démultiplication des réseaux d'information apparaissent d'autres notions d'apprentissages sur les notions de communautés de savoirs, de communautés de pratiques (Wenger, 1998). Dans une société post-moderne, avec l'inflation des savoirs (école + média + réseaux), les références communautaires au sein des apprentissages prennent un autre sens, sur la sélectivité des savoirs, sur le soutien sélectif de l'apprentissage (mère / fille), sur une certaine pertinence dans l'appropriation des savoirs. La relation d'apprentissage déplace les appartenances communautaires entre plusieurs registres : la famille et l'institution scolaire, la communauté des élèves et la société enseignante. La dynamique des apprentissages conjugue plusieurs répertoires ; le registre de l'excellence, le registre de l'école de masse, le registre des réseaux d'informations et de la saillance, le registre des communautés d'apprentissage (groupe, étayage).

Dès les années 1950, Merton avait distingué le groupe d'appartenance et le groupe de référence dans la constitution du statut social, dans la communication (locale / cosmopolite). Aujourd'hui, la notion de communauté interprétative prend une dimension accrue. Les modes d'apprentissage différenciés invitent à reconnaître les différentes procédures de désignation des valeurs, les valeurs d'ancrage selon un point fixe, les valeurs de représentation, les valeurs de codification selon les réseaux. Les réseaux internet peuvent assurer de nouveaux apprentissages, en développant de nouvelles pratiques sur des valeurs de connexion (Verpraet, 2010).

2.3. L'émergence des espaces publics entre société civile religieuse et structure du pouvoir

Les potentialités politiques d'Internet comme système collaboratif, rencontre les contenus sociaux des mobilisations des classes moyennes. La réception internet amplifie l'interprétation de ces mobilisations dans la conjugaison de mobilisations publiques amplifiées par les réseaux internet. Ces mobilisations ont créé une conjonction entre mouvements sociaux, insurgés et nouvel espace public. L'espace public ainsi créé conjugue une place publique, un écho médiatique, des relais internet démultipliés. L'action symbolique peut être conçue comme une performance culturelle entre le rituel et la stratégie. « Les performances sont réussies pour autant qu'elles refusent la séparation des éléments. Fusion et authenticité sont les critères de performance et d'échec » (Alexander, 2006 : 56). Le pragmatisme culturel déploie une moralité du sujet en action.

La notion de société civile religieuse traditionnelle relève d'interprétations multiples (Badie, 1986 ; Holder, 2009 ; Hanafi, 2010). Certains auteurs marquent le conflit entre la sphère publique et la société civile d'incorporation (Vatin, 1986 ; Hirschman, 1991). La question centrale porte sur la formation d'une nouvelle communauté politique en transition, sur les contenus de la démocratisation endogène, qui se libère de l'état autoritaire (la société arabo musulmane en Tunisie). L'espace internet des années 2000 / 2010 se présente comme un vecteur d'échange, de réciprocités informationnelles. Il peut aussi se présenter comme un espace de rumeur et d'accélération informationnelle. La maturité des révoltes arabes a permis de déjouer les phénomènes de rumeur pour se servir d'Internet comme un espace de liberté et de protection face aux pouvoirs autoritaires (Alexander, 2011).



	Tunisie	Égypte	Maroc
Lettré adulte	77 %	66 %	56 %
Illettré adulte	11,6 %	17 %	10 %
Lettré 19 / 25 ans	97 %	85 %	80 %
Illettré 19 / 25 ans	0,8 %	2,5 %	1,3 %

Tableau 1 : La scolarité des 18 / 25 ans en Tunisie, en Égypte et au Maroc, en 2008
(Source UNESCO, 2012)

2.4. Générations scolaires et implications publiques

Il convient de préciser le poids de l'éducation dans la mobilisation des jeunes. Le Tableau 1 montre la généralisation progressive de l'éducation secondaire en Tunisie, en Égypte avec une accélération de la croissance de l'éducation secondaire pour les 18 / 25 ans au regard des adultes, avec un différentiel de plus 20 %. Mais le niveau d'accès à l'université reste faible au regard des pays européens. Avec le retrait de l'État et avec la dissolution des institutions, nous observons une diversification dans les processus d'émancipation de la société civile sur plusieurs dimensions sociales, telle que le développement des associations communautaires et des implications civiles, le développement des identités de corporations, tel que le retour fragmenté des sentiments religieux. Des logiques sociales multiples différencient l'idée de société civile. L'idée d'esprit public (selon Hegel) peut être questionnée entre l'éthique professionnelle, l'éthique religieuse, la formation de biens publics importants. L'analyse sociologique et anthropologique se porte sur les composantes de l'espace public islamique, de l'espace public arabo musulman.

2.5. Sociétés post nationales comme entrelacs de communautés politiques

Le questionnement principal porte sur le contenu de la démocratisation endogène qui libéralise les régimes autoritaires. Sari Hanafi dans une perspective comparative croise les dimensions analytiques (démocratie / autoritarisme, économie de la rente / économie développée) qui porte la formation d'une nouvelle communauté politique (Hanafi, 2010). Les actes de discours prennent place avec la définition de l'espace public. Ensuite peuvent être évaluées les dimensions de la transformation démocratique. Les transformations sur la sphère publique ouvrent de nouvelles opportunités de solidarités transnationales. Un second niveau d'analyse souligne la divergence des communautés interprétatives entre une interprétation favorable aux classes moyennes arabes (éducation + Web) et les incorporations dans la communauté nationale. Avec l'opposition sociologique entre l'espace public et la société civile se déclinent les redéfinitions de l'espace politique.

2.6. Les déplacements du regard sur la société post coloniale

Le regard de la période post-coloniale est centré sur l'échange des ressources entre le développement séparé et la dépendance des matières premières contrôlées par des régimes autoritaires. Il s'agit de reconnaître la différence entre la notion de société civile, qui procède par incorporation et la notion d'espace public qui procède par

échanges argumentés. Il en résulte des conséquences sur la circulation des élites et sur leur travail endogène dans le processus démocratique (Hanafi, 2019).

Nous avons observé un déplacement du répertoire revendicatif et des performances publiques entre les deux périodes de mobilisation. Dans la première phase de mobilisation, l'association entre les jeunes urbains et les islamistes réprimés mobilisent contre les régimes autoritaires. Les islamiques modérés occupent le pouvoir dans un contexte d'économie libérale (suivant le modèle de la Turquie) pour obtenir une démocratie pluraliste et une assemblée constituante favorisant une cohésion sociale religieuse. Dans la deuxième phase de mobilisation, les jeunes urbains et l'armée en Égypte s'associent conjoncturellement pour défendre la démocratie pluraliste et civile contre le monocentrisme religieux de l'interprétation islamique (juillet 2013). La dynamique dans l'interprétation politique porte sur le nouveau répertoire d'action. Les mobilisations arabes instituent un champ conflictuel de trois partenaires, les activistes de référence islamique, l'armée entre reproduction et modernisation sociale, les jeunes urbains mobilisés pour la démocratisation et les droits civils. Le champ politique tend à s'organiser sur deux axes, celui de l'autoritarisme et de la démocratisation, celui de l'islamisme et des partis laïques. Les forces sociales potentielles se distribuent entre ces différents axes (Tableau 2).

La notion d'espace politique désigne d'abord la répartition des forces, des partis politiques et les systèmes de valeurs qui les orientent, qui les clivent (Grunberg et Schweisguth, 1997). Elle désigne ensuite l'ensemble des significations politiques d'une action sociale, telle une politique publique. L'opposition entre le religieux et le civique est interprétée autour de la sécurité existentielle (Inglehart et Norris, 2004). Le blocage de l'assemblée constituante met en exergue la tension entre la subjectivation culturelle (arabo musulmane) et la subjectivation politique. La vision organiciste de la communauté d'éthique religieuse freine la formation de la volonté collective et de la liberté individuelle. Elle ne facilite pas les différentes étapes de construction du politique, politique constituante, politique gouvernementale, politique économique, politique sociale. De ce processus récurrent et renouvelé entre la subjectivité politique et la rhétorique politique, il en résulte un espace ouvert à la délibération politique, pour exprimer les positionnements sociaux et les vécus biographiques, pour mettre en jeu de nouvelles rhétoriques politiques appropriées à la délibération et au futur commun des sociétés islamiques postcoloniales.

La période de l'assemblée constituante a été portée par une alliance des jeunes démocrates, des laïcs et des représentants religieux opposants à l'ancien régime. Le débat sur la possibilité du divorce des femmes a été un résultat important. La relative impuissance du gouvernement d'alliance entre les élus de référence religieux et les élus laïcs sur la période 2011 / 2019 a permis le retour d'un pouvoir présidentiel, avec la suspension du Parlement en juillet 2021 pour rétablir une efficacité gouvernementale. Le pouvoir constituant du président, appuyé sur des revendications éthiques anti-corruption rejoint le pouvoir vertical. Il fait passer les revendications du FMI en juillet 2021. La dynamique de la Tunisie dans la période de 2011 à 2021 entrecroise plusieurs figures de la nation, la nation autoritaire, la nation démocratique, la nation efficace.



Autoritarismes		Espace public pluraliste		
	Armée nationaliste (Égypte)		Jeunes urbains Démocrates	
	Néo-destour (Tunisie)	République constitutionnelle	Laïcs	Démocraties plurielles
	Frères musulmans		Islamiques démocrates, Ennada	
		Organisations religieuses		

Tableau 2 : Les espaces politiques en Tunisie et en Égypte des années 2011 / 2015

3. Les gilets jaunes : mobilisations périphériques et crise républicaine

La mobilisation des gilets jaunes exprime la crise des modes de vie périphérique dans les années 2000, principalement la contradiction entre les mobilités urbaines et l'écotaxe. La médiatisation extrême du mouvement dépasse les classiques relations entre le centre et la périphérie formulées dans les politiques régionales. L'intensité d'une mobilisation étendue et sa convergence lui donnent une portée nationale dans l'année 2018. Elle met à jour la crise médiatique de la figure gaulliste. La dimension nationaliste apparaît après coup.

3.1. Mobilisation des gilets jaunes, conflit de cohésion sociale

La mobilisation du mouvement des gilets jaunes part d'une protestation forte, portée sur plusieurs causes. La mobilisation refuse l'accroissement de l'écotaxe (cinquante euros par tonne) et ses conséquences négatives sur le prix de l'essence. Le coût élevé des mobilités périphériques affecte le budget mensuel des ménages précaires (employés et ouvriers) selon une crise des modes de vie périphérique en province. Les images médiatiques exposent une perception bloquée des modes de vie, un questionnement profond sur les contraintes du mode de vie périphérique. Cela concerne la dispersion rurale dans le Massif central, la place des modes de vie périphérique à l'écart des grandes métropoles (Meuse, sud de la France).

Le processus des mobilisations souligne l'agrégation des différents publics autour des ronds-points formant un recrutement social hétérogène entre les chauffeurs de poids lourds, infirmières et employés faiblement payés (retraités, professions intermédiaires du service public). À côté des professions indépendantes mobilisées autour des bonnets rouges (Bretagne 2017) s'ajoutent les populations et les publics de la précarité. Après deux mois de démonstration explosive entre novembre et décembre 2018, dans les centres urbains (notamment les événements de l'arc de triomphe), la demande sociale sur les bas salaires contenant la précarité tend à prévaloir sur les réclamations territoriales concernant le mode de vie périphérique, sur l'autonomie potentielle des acteurs péri-urbain. Le gouvernement répond en

décembre 2018 par des mesures concernant la précarité des pensions et les bas salaires.

La révolte parisienne en novembre 2018, quinze jours après le 11 novembre 1918 ébrèche l'image présidentielle amplifiée par les cérémonies de la victoire de 1918. La mobilisation des périphéries pauvres sur le centre parisien se transforme comme une attaque directe de l'image présidentielle. Sa rage se déporte contre l'image historique de la nation héroïque. Comment interpréter ce mouvement territorial contre les symboles républicains ? Crise de la cohésion nationale ou recomposition des solidarités ?

Le premier enjeu du mouvement porte sur la figure nouée entre les représentations médiatiques et la construction nationale. La contestation médiatique forte confronte l'image présidentielle verticale, elle conteste son image gaulliste associée au pouvoir d'État, par le refus des écotaxes et elle assume le primat de la mobilité urbaine comme un signe de liberté. La mobilisation signe l'opposition de la France provinciale associant la biodiversité territoriale et la voiture, mais contre la politique d'économie d'énergie. L'enjeu social porte sur les relations possibles et justes entre l'habiter et les mobilités dans les villes provinciales, entre l'habiter et la mobilité respectant la biodiversité régionale française (Levy et Fauchille, 2018).

La réponse du gouvernement politique dans cette période (décembre 2018 à mars 2019) sera formulée en termes de démocratie délibérative (sur les options de revenus et d'écologie) et en termes de communication sur la réactivité du pouvoir présidentiel. L'initiative gouvernementale du grand débat sur quatre thèmes (les taxations, l'environnement, les mobilités, la démocratie) tente d'infléchir la mise en cause du mouvement sur un consensus social et environnemental. Cette délibération initiée sur les échos du mouvement contribue à explorer les raisons profondes de l'explosion et de la rébellion entre les centres urbains riches et les territoires pauvres. Plusieurs tentatives pour déplacer le codage du mouvement se font jour. À côté des aspirations des populations résidentes pauvres et employés précaires, prend place une interprétation limitée des aspirations environnementales (les éco-gestes). Le mouvement des gilets jaunes dans sa représentation publique reste fixé sur la taxation des richesses et sur le référendum d'initiatives populaires pour une expression politique directe sur les choix financiers.

L'interprétation sociologique souligne la différenciation des styles de vie et sur les conflits de justice sociale. Un point de vue urbain souligne la différenciation accrue des territoires et des modes de vie (banlieue périurbaine, centre rural). Il peut être diagnostiqué sur ces trois territoires de styles de vie et de projet. Dans le cas de la Loire-Atlantique nous pouvons identifier trois communautés d'enjeux où chacune développe sa propre conception de la transition écologique. La transition écologique dans les métropoles urbaines démontre sa capacité de coordination sur les économies d'énergie et de gestion des risques dans un modèle coordonné de développement urbain durable (Nantes Métropole). Les territoires ruraux et périphériques requièrent une mobilité étendue, ils résistent aux économies d'énergie devant les problèmes d'essence. Les territoires périphériques sont façonnés par la précarité des modes de vie entre la consommation urbaine et les contraintes de mobilité. Ces nœuds du mode de vie associent justice sociale, justice environnementale, justesse territoriale.

Différentes notions de justice s'accrochent dans ces conflits pro- et anti-environnementaux. La dimension principale porte un conflit de répartition dans



l'accès aux services urbains. Il s'agit de défendre l'habiter périurbain comme une capacité d'action d'autonome et comme justesse dans la composition des normes de justice (selon le modèle de la commune dans la loi de 1881). La notion de justice s'affronte aux risques des territoires. La notion d'habiter permettrait de dessiner les contours de la justice dans une relation publique et privée (Levy et Fauchille, 2018). L'argumentation des gilets jaunes associe un habiter périphérique (pas cher ou confortable) et une mobilité urbaine non réductible.

La configuration et l'articulation des formes de justice dépendent du type de cohésion sociale territoriale. Comment agencer des justices territoriales, des justices environnementales au niveau national ? La mobilisation des gilets jaunes signe le passage d'une mobilisation locale à une mobilisation nationale, puis à une fraction nationaliste. Il est possible d'interroger la nature du conflit de redistribution entre le centre et la périphérie, entre les ménages pauvres et les métropoles riches, sur la question des services publics en périphérie à faible densité (les déserts médicaux), sur la question des salaires (payer la hausse du coût de l'énergie). On reconnaîtra la multivalence fonctionnelle du conflit, de la mobilisation, du grand débat pour la redistribution entre centre et périphérie sur les services publics et sur les déserts médicaux.

Laurent Jeanpierre insiste sur le ressourcement local des utopies vers les mondes pluriels. Sa perspective fait converger les résistances à la globalisation, le mouvement écologiste (solidarités locale / globale) et les gilets jaunes (refus des taxes). Le grand débat semble avoir affaibli les référents sociologiques dans un continuum des enjeux : « La tâche politique et écologique des temps qui viennent consisterait dès lors à réinventer des ensembles d'institutions capables de "fédérer le local", tout en respectant la diversité des modes d'habitation de la planète » (Jeanpierre, 2019 : 90).

L'instabilité fonctionnelle du mouvement gilets jaunes expose une grande incertitude sur l'adversaire adressé par le mouvement : le centre parisien et ses élites (mouvement populiste), les élites transnationales et l'internationalisation de l'économie, l'immigré et l'image fictive d'un rassemblement national resserré. La constitution du mouvement passe d'un adversaire intérieur à des ennemis extérieurs. Cette désorientation politique apparaît sur deux enjeux forts. Les conflits de redistribution sont associés à la nouvelle équation des modes de vie associant habiter et mobilité urbaine. La redéfinition des relations entre centre et périphérie et la configuration nationale prennent plusieurs formes politiques.

La première phase de la mobilisation est centrée sur la figure nouée entre les représentations médiatiques et la construction nationale. La construction médiatique forte du mouvement affronte l'image présidentielle verticale, elle conteste son image gaulliste réservée au développement des métropoles compétitives. Le mouvement signe l'opposition de la France provinciale liée aux territoires et à la biodiversité rurale, mais aussi à la voiture.

La dualisation de la conception républicaine est soulignée par la mobilisation entre la sédentarisation périphérique et la concentration des richesses dans les métropoles. Les décalages sont marqués par la conception des politiques d'écotaxes. La subjectivité culturelle est réduite à l'identité périphérique. Son volontarisme politique et sa révolte sont portés au centre. Le conflit marque la dissociation et la recomposition d'un imaginaire national. La nation comme articulation de l'espace public et de l'espace politique apparaît après coup, comme une dualisation de l'État

et la société civile en horizon de globalisation, comme une confrontation de la politique fiscale verticale et du grand débat horizontal.

3.2. Les modulations du discours national dans un monde globalisé

La nation historique se présente comme un socle de mémoires conforté par les sédimentations institutionnelles et par les commémorations historiques. Les rapports entre passé et présent sont marqués par les tensions de la modernité qui recouvrent d'une manière récurrente le socle de mémoire. La nation moderne du xx^e siècle se présente plutôt comme une matrice culturelle, tissée par les systèmes d'éducation et par les langues de référence au regard des populations du territoire, de leur modalité de coexistence, de leurs valeurs éducatives partagées.

Au sein des configurations internationales d'interdépendance et de concurrence, la forme nation prend substance comme un cadre de négociation entre les États et les firmes, comme un cadre de décision pour le gouvernement souverain. Le cadre gaulliste des politiques de modernisation et d'action publique semble avoir survécu pendant quarante ans comme une forme idéale de la souveraineté publique verticale. Mais la matrice culturelle du gaullisme caractérisée par la modernisation économique et par la norme de surplomb doit affronter une économie plus ouverte, une société horizontale en négociation permanente. Elle implique une distanciation importante entre les cadres mémoriels de la souveraineté et les cadres normatifs de l'action internationale, dans la communication numérique.

L'ancrage national au sein d'une mondialisation multiple apparaît relativement incertain et évanescent devant les enjeux intérieurs (Sassen, 2006). Le croisement des enjeux extérieurs et des enjeux intérieurs relève d'une perception politique articulée. La nation comme matrice culturelle de référence et comme cadre de citoyennetés reliant les droits et les devoirs, les libertés assumées est plus prégnante dans les activités intérieures que dans les activités extérieures réservées à quelques élites et aux classes moyennes selon l'asymétrie des enjeux. Le syndrome de la résilience nationale s'affirme devant l'ouverture des frontières.

La nation comme cadre de référence et comme cadre de citoyenneté questionne le cadre des mobilisations nationales. La Tunisie des années 2000 passe difficilement de la lutte démocratique, au travail constitutionnel et gouvernemental. La mobilisation des gilets jaunes marque d'abord un conflit élargi entre le centre et la périphérie avant de rencontrer un codage nationaliste contre les politiques d'ouverture européennes qui affaiblissent la capacité de réponse du gouvernement national. La nation apparaît incertaine entre les interdépendances et les ancrages. Le couplage gaulliste entre une souveraineté nationale et les réseaux internet devient plus difficile ; il se redéfinit selon chaque réseau et chaque type de médias. Plusieurs publics et plusieurs structurations cognitives sont formés dans ces types de média. La culture citoyenne peut se découpler entre son expression médiatique et des enjeux de souverainetés. Nous avons constaté l'instabilité des visions médiatiques de la souveraineté.



	Enjeux	Mobilisation	Intellectuels	Effet internet
Interdépendance globale	Circulation financière Migration et salariat	Accélération Solidarités Transnationales	Élites transnationales Intellectuels du global	Assemblage et accélération
National	Croissance Modernisation Coexistences	Élites de modernisation Mobilisations sociales	Représentations politiques, étatiques Intermédiaires et intellectuels	Condensation et représentation
Territorial	Ancrage Identités Conflit de coexistence	Écologique Territoriale Rond-point Centres	Élus locaux Associations Leader gilets Jaunes	Amplification et mobilisation

Tableau 3 : Niveaux d'enjeux, Acteurs et Distribution des effets Internet

3.3. Les différents couplages de la nation et de l'interdépendance

L'indépendance de la nation apparaît précaire dans la vie internationale, faite de négociations permanentes, d'échanges de ressources et de capacités numériques (Sassen, 2006). Chaque pays développe sa singularité selon une longue histoire de mobilisation et l'agencement de ses ressources spécifiques : la Suisse créative, l'Allemagne compétitive, l'Angleterre concurrentielle forment autant de versions de la démocratie concurrentielle et de sa pression sur la mobilisation des ressources internes, sur la mobilisation culturelle. Les petites nations culturelles sont prises en étau devant les Nations-État, les Nations-Empire, leur mode d'organisation et de domination :

L'Europe centrale doit donc s'opposer non seulement à la force pesante de son grand voisin, mais aussi à la force immatérielle du temps, qui, irréparablement, laisse derrière lui l'époque de la culture. C'est pourquoi les révoltes centre-européennes ont quelque chose de conservateur [...] : elles tentent désespérément de restaurer le temps passé, le temps passé de la culture, le temps passé des Temps modernes, parce que seulement dans cette époque, seulement dans le monde qui garde une dimension culturelle, l'Europe centrale peut encore défendre son identité, peut encore être perçue telle qu'elle est. (Kundera, 1983 : 13)

À l'inverse, la nation souveraine se conçoit comme une base d'appui, de puissance pour négocier dans la vie internationale. Les mouvements négatifs dits nationalistes ne construisent pas des volontés politiques. Les différentes médiations sont recouvertes par le croisement des pressions exogènes et des réponses endogènes, compressées entre une nationalité dynamique et une démocratie concurrentielle.

Notre approche de la nation est composée de plusieurs imaginaires socio-historiques : un imaginaire de rassemblement et de coexistence, un imaginaire généalogique de la reconstruction historique, un imaginaire institutionnel avec ses réseaux de pouvoir et de gouvernement.

Notre enquête montre différentes manières de faire volonté collective, qui se chevauchent, se frottent sans être complémentaires. La volonté collective réconciliée s'accomplit dans le droit et dans l'assemblée constituante de 2011 en Tunisie. La volonté collective dans la mobilisation sociale, avec ses éruptions et ses disjonctions, marque son opposition à un ordre constitué, mais peu légitime selon les gilets jaunes. « Lorsque le *legein* dit le possible et l'impossible, il dit ce que le *teukhein* (assembler, construire) a posé et fait être » (Castoriadis, 1975 : 367). La volonté collective dans les réseaux (avec ses excitations, ses convergences, ses tropismes) se déploie entre la moyennisation des goûts et les instabilités périphériques. Volonté de réseau et volonté de mobilisation s'associent contre l'institution. La stabilisation d'une forme politique de la nation suit la composition des constitutions et des mobilisations, la configuration des imaginaires de la nation et des formes de la volonté collective. Il existe plusieurs manières de former un espace politique par la constitution et la mobilisation selon Norbert Elias et Claude Lefort (Louis, 2020). Le récit collectif, les récits de coexistence constituent la chair de l'histoire.

3.4. La Nation diffractée entre la différenciation culturelle et les différenciations numériques

L'expérience socio-historique montre comment cette démultiplication des espaces publics permet de contourner les blocages d'un régime autoritaire dans le contrôle des médias, les blocages d'un espace politique limité (parti unique, élections contrôlées). « Dans les sociétés complexes, l'espace public constitue une structure intermédiaire qui fait figure de médiateur entre d'un côté le système politique, et de l'autre, les secteurs privés du monde vécu, et les systèmes d'action fonctionnellement spécifiés. C'est un tissu d'une grande complexité, ramifié en une multiplicité d'arènes qui se chevauchent » (Habermas, 1997 : 401).

L'espace internet se présente comme un vecteur d'échange, de réciprocity informationnelles plus qu'affinitaires, comme un espace de collaboration axé sur un événement. Il peut aussi se présenter comme un espace de spéculation et d'accélération informationnelle. La maturité des révoltes arabes peut se servir d'Internet comme un espace de liberté assurant une protection face aux pouvoirs autoritaires. Cela peut aussi conduire à une radicalisation de la tension entre un espace public autonome et un espace politique plus vertical (Spector, 2021).

Pour conclure

Ces nouvelles conjonctures de mobilisation agencent plusieurs formes identitaires spécifiques : une identité de lieu, amplifiée par Internet assure l'ampleur et la résonance des événements publics comme lieu de regroupement. Une identité démocratique partielle se constitue sur la base de ces pratiques délibératives. Elle implique le rassemblement, la formation d'un « nous délibératif ». Les valeurs de connexion liées par Internet s'ajoutent aux valeurs partagées dans l'espace public (les gilets jaunes ou la conférence citoyenne). Mais la formation d'une identité politique



constituée doit négocier deux clivages, les clivages entre l'organisation religieuse et l'autonomie civile (Inglehart, 2018), les clivages entre l'organisation verticale et l'existence d'un espace public pluraliste (Lessenich, 2019). Ces deux clivages organisent la trame de ces événements qui se succèdent dans la période postrévolutionnaire, dans les négociations d'une nouvelle constitution (Tunisie 2013 et Tunisie 2022, Gilets jaunes et le Référendum d'Initiative Populaire). Ces agencements identitaires développent leur expression au sein de configurations nationales et même de discours nationalistes.

Les qualités de l'espace public se déploient sur trois registres spécifiques : les normes de l'individu sont associées à l'autonomie et au contrat social selon Rousseau. Les débats sur les choix publics sont associés aux normes de délibération collective (Habermas, 1997). Le retour du courant individualiste dans sa version utilitariste déploie les notions de marché, d'espace public de transaction. L'espace public configurant associe les connexions, les imaginaires et l'espace public de rassemblement. Il forme des points de recoupements et des espaces de délibération. Sans point de recoupement sur les vérités d'opinions, l'espace de connexion et de délibération laisse place aux polarisations identitaires, aux réductions des dialogues de l'espace public civil (Chavalarías, 2022).

Les médias assurent le tout social dans une société différenciée selon le mythe pertinent du moment (Deutsch, 1953). Les médias assurent l'idéologie dominante dans une société de classe. Internet diffuse une nouvelle idée de la performance subjective associant le soi multiple et la commutation des codes (Melucci, 1996). Les médias assurent la modernité de référence dans une société différenciée, la modernité appropriable ou la modernité destructrice. La pertinence informationnelle est altérée par l'accélération des faits et par la formation de la réputation de réseau.

Les médias recollent partiellement les espaces sociaux dans une société fragmentée, avec une recomposition partielle des sous-publics, selon des synthèses générationnelles plus que des synthèses éducatives sur des événements de jonction et différenciation (Octobre, 2014 ; Lombardo et Wolff, 2020). À la synthèse nationale du média télévision s'opposent la dispersion des réseaux numériques et de leurs usages tactiques, la mise en relation d'options opposées. Internet se caractérise comme la connexion de positions hétérogènes. Pour recomposer ces opinions extrêmes, le rôle des médias classiques est vital pour agencer et hiérarchiser les agendas (Castells, 2009). Les médias pendant le confinement de la Covid entre 2019 et 2021 sont des éléments de coordination fonctionnelle sur le télétravail, les relations familiales, les annonces gouvernementales formatant un ordre public sanitaire.

Différenciations numériques et modalisation de la souveraineté

À la dispersion médiatique du national par les réseaux sociaux s'ajoute la dispersion générationnelle du national selon les modalités de participation politiques et culturelle (Lardeux et Tiberj, 2021). À la synthèse nationale du média télévision s'oppose la diffraction des réseaux numériques. Le recollement des messages signe un assemblage artificiel, où les condensations de mémoire et de sociabilité sont écorchées. Pendant la pandémie de mars 2020, les médias associent la coordination fonctionnelle des communications numériques par liaison Skype et les annonces gouvernementales télévisuelle de l'ordre public sanitaire. La situation personnelle

devant l'épidémie de masse conjoint le corps souffrant et le corps virtuel dans une résonance pessimiste.

Comment les nouvelles générations Y (18 à 40 ans) utilisant massivement Internet se disposent-elles dans ces nouveaux imaginaires de réseau, ces imaginaires de commutation et d'accélération ? Ils forment leur imaginaire étayé sur ces nouvelles machines, dans un façonnement différencié des styles de consommations culturelles (Walsh, 2017). La synthèse connectique n'assure pas une convergence politique. La synthèse connectique peut être une manipulation (Stiegler, 2008), la source potentielle d'un nouveau Léviathan (Harcourt, 2020). L'intelligence collective n'est pas d'emblée une médiation culturelle (Octobre, 2014 : 213-214). Une sociologie lucide considère le moment de mise en relation des différents signes, des figures et des opérateurs culturels (Tisseron, 2014). Il convient d'étudier comment les différentes générations Y, moins de 45 ans s'approprient ces synthèses connectiques dans leurs pratiques politiques, dans des regroupements politiques spécifiques, dans des clivages politiques (Tiberj, 2017 ; Muxel, 2011).

Les deux enquêtes présentées permettent de préciser les croisements entre les subjectivités culturelles et la subjectivation politique selon les types de mobilisation. La mobilisation tunisienne associe une classe générationnelle relativement éduquée, sachant pratiquer les mobilisations numériques et se faire les relais médiateurs des exclus de la périphérie. Elle développe depuis 2011 une volonté précaire de modernisation démocratique qui se heurte et négocie avec le traditionalisme religieux et les hiérarchies de l'indépendance. Les mobilisations des gilets jaunes regroupent des salariés précaires de différents statuts mais sachant utiliser les réseaux numériques. Ils composent une culture politique incertaine. Les exclus précaires disposent de peu de relais politiques sur des expressions de citoyennetés plus disjonctives.

Différents contenus de nationalités et différentes vogueurs des nationalismes se présentent. Notre enquête sur les cadres de mobilisations sociales et les cadres de gouvernement démocratique déploient trois possibilités prégnantes. Le nationalisme de référence est associé aux mémoires culturelles et aux mémoires de guerre suivant les écrits de Renan et Nora. Les nations de médiation sont associées au travail historique, pour construire une forme républicaine, construire l'état social (Castel, 1995), tisser un espace public démocratique et renouer un espace public configurant.

Se déploient aujourd'hui les nationalismes sur des communications virtuelles, sur des assemblages syncrétiques qui renforcent les oppositions identitaires. Ils soutiennent les tensions idéologiques entre la nation attractive et la démocratie concurrentielle (Acemoglu et Robinson, 2012 ; Lessenich, 2019). Comment soutenir des nationalismes de configuration associant les médiations classiques et la connexion virtuelle, les solidarités locales et un solidarisme global, associant les cosmopolitismes et les solidarités de connexion ? Les jeunes générations se déploient la construction des solidarités générationnelles sur des connexions étendues. Le passage à l'acte dans la construction de solidarités concrètes doit élaborer son cadre d'action.



Références bibliographiques

- ACEMOGLU D. et ROBINSON J., *Why Nations Fails, The origins of power, prosperity and poverty*, New York, Crown, 2012.
- ALEXANDER J., GIESEN B. et MAST J., *Social Performance, Symbolic Action, Cultural Pragmatics and Ritual*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- ALEXANDER J. C., *Performative Revolution in Egypt: An Essay in Cultural Power*, London, Bloomsbury Publishing, coll. « Bloomsbury Academic », 2011.
- ARENDET H., *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982 [1951].
- BADIE P., *Les deux États. Pouvoirs et sociétés en Occident et en Terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1986.
- BALANDIER G., *Anthropologie du politique*, Paris, PUF, 1980 [1970].
- BALIBAR É., *Nous citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2001.
- BELL D., *La culture des chefs*, Paris, Fayard, coll. « Histoire », 2022.
- BECK U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003.
- BENJAMIN W., *Sprache und Geschite*, Ditzingen, Reclam Verlag, 1992.
- BIRNBAUM P. et BADIE P., *Sociologie de l'État*, Paris, Éditions du Seuil, 1979.
- BOURDON J., *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, Presses des Mines, coll. « Sciences sociales », 2017 [1990].
- BRAUDEL F., *L'identité de la France, espace et histoires*, Paris, Flammarion, 1986.
- BRAUDEL F., *L'identité de la France, les hommes et les choses*, Paris, Flammarion, 1990.
- BUTLER J., *Rassemblement. Pluralités, performativité et politique*, Paris, Fayard, 2016.
- CALHOUN C., *Nationalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998.
- CASSIRER E., *Le mythe de l'État*, trad. de l'anglais par B. Vergely, Paris, Gallimard, 1993.
- CASTELLS M., *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999.
- CASTELLS M., *Communication and Power*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1973.
- CAYROL R., « La présidence d'opinion : les mécanismes institutionnels et politiques », in N. WAHL et J.-L. QUERMONNE (dir.), *La France présidentielle. L'influence du suffrage universel sur la vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 [1995], p. 62-73.
- CHAVALARIAS D., *Toxic Data. Comment les réseaux sociaux manipulent nos opinions*, Paris, Flammarion, 2022.
- CITTON Y., *Médiarchie*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La Couleur des idées », 2017.

- CITRON S. *Le mythe national. L'Histoire de France en question*, Paris, Les Éditions ouvrières / Études et documentation internationales, 1987.
- DAHLGREEN P., *Mediated Politics and engagement. Citizen communication and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- DEUTSCH K. W., *Nationalism and Social Communication*, Massachusetts, MIT Press, 1953.
- DONNAT O., *Les pratiques culturelles des Français à l'heure numérique. Éléments de synthèse 1997-2008*, Paris, Ministère des affaires culturelles et de la communication, coll. « Culture études », 2009. Disponible sur : <<https://www.culture.gouv.fr/fr/Espace-documentation/Statistiques/Les-pratiques-culturelles-des-Francais-a-l-ere-numerique.-Elements-de-synthese-1997-2008-CE-2009-5>>.
- DURKHEIM É., *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1967 [1897].
- GEERTZ C., *Savoir local, savoir global*, Paris, PUF, 1986.
- GLÉVAREC H., *Différenciation. Goûts, savoirs et expériences culturelles*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2019.
- GONTHIER F., « La montée et les bases sociales de l'interventionnisme dans l'Union européenne. Une analyse des attitudes économiques entre 1990 et 2008 », *Revue Française de Sociologie*, n° 1, 2015, p. 7-46.
- GONTHIER F., BRÉCHON P. et ASTOR S. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Libres cours – Politique », 2019.
- GRUNBERG G. et SCHWEISGUTH É. (1997), « Vers une tripartition de l'espace politique », in D. BOY et N. MAYER (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de la FNSP, 1997, p. 179-218.
- HABERMAS J., *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1998.
- HABERMAS J., *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, trad. de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme, Paris, Gallimard, coll. « Nrf essais », 1997.
- HAJER M., *Authoritative Governance, Policy Making in the age of Mediatization*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- HANAFI S., « Framing Arab socio-political space: state governmentality, governance and non-institutional protestation », *Contemporary Arab Affairs*, vol. 3, n° 2, 2010, p. 148-162.
- HANAFI S., « Global Sociology revisited: Toward New Direction », *Current Sociology*, vol. 68, n° 4, 2019.
- HARCOURT B., *La société d'exposition. Désir et désobéissance à l'ère numérique*, trad. de l'anglais par Sophie Renaut, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La Couleur des idées », 2020.
- HENSEL-KRISHNA S. F., *Authoritarian and Populist Influences in the New Media*, London, Routledge, 2017.



Souverainetés gaullistes, mobilisations arabes et gilets jaunes : trois figures nouées entre les représentations médiatiques et la construction nationale

HIRSCHMAN A. O., *The Rhetoric of Reaction. Perversity, Futility, Jeopardy*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.

HOLDER G., *L'islam, nouvel espace public*, Paris, Karthala, 2009.

INGLEHART R. et NORRIS P. (dir.), *Sacred and Secular, Religion and Politics worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

INGLEHART R., *Les transformations culturelles. Comment les valeurs des individus bouleversent le monde ?*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Libres cours – Politique », 2018.

JEANPIERRE L., *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, Éditions La Découverte, 2019.

KUNDERA M., « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, n° 27, 1983, p. 3-23.

LARDEUX L. et TIBERJ V. (dir.), *Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie*, Paris, Injep, coll. « Ouvrages à La Documentation française », 2021.

LEMIEUX C., *Un président élu par les médias. Regard sociologique sur la présidentielle de 2007*, Paris, Presses des Mines, 2010.

LESSENICH S., *Grenze der Demokratie, Teilhabe als Verteilungsproblem*, Ditzingen, Reclam Verlag, 2019.

LEVY J. et FAUCHILLE J.-N., *Théorie de la justice spatiale. Géographies du juste et de l'injuste*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2018.

LOMBARDO P. et WOLFF M., *Cinquante ans de pratiques culturelles*, Paris, Ministère des affaires culturelles et de la communication, coll. « Culture études », 2020. Disponible sur : <<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2022/Cinquante-ans-de-pratiques-culturelles-en-France-CE-2020-2>>.

LOUIS A., *Le corps politique. Introduction à la phénoménologie politique : Arendt, Lefort, Merleau-Ponty, Ricœur*, Bruxelles, Ousia, 2019.

MELUCCI A., *The playing Self. Person and meaning in the planetary society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

MORIN E., *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

MUXEL A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

NAMER G., *La commémoration en France, de 1945 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1987.

NORA P., *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986.

OCTOBRE S., *Deux pouces et des neurones. Les cultures juvéniles de l'ère médiatique à l'ère numérique*, Paris, Ministère de la Culture – DEPS, coll. « Questions de culture », 2014.

PROULX S. et KLEIN A., *Connexions : communication numérique et lien social*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2012.

Noéma

- ROSA H., *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, Éditions La Découverte, 2010.
- SASSEN S., *Territory, Authority, Rights*, New Jersey, Princeton University Press, 2006.
- SKINNER Q., *Visions of politics: Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012 [2002].
- SOMMERS M., *Genealogies of Citizenship: Markets, Statelessness, and the Right to Have Rights*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- SPECTOR C., *No Demos ? Souverainetés et démocratie à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Ordre philosophique », 2021.
- STIEGLER B., *Économie de l'hypermatériel et psychopouvoir*, Paris, Fayard / Mille et une nuits, 2008.
- SVORONOS N., *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1953.
- TIBERJ V., *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF, 2017.
- TILLY C., *Contentious Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- TISSERON S., *La Main, l'Œil, l'Image*, Paris, INA Éditions, 2014.
- VATIN J.-C., *Connaissance du Maghreb : sciences sociales et colonisation*, Paris, Éditions du CNRS, 1986.
- VERPRAET G., « Communautés des élèves et sociétés enseignantes : la dynamique des appartenances au cœur des apprentissages », in I. Sainsaulieu, M. Salzbrunn et L. Amiotte-Suchet (dir.), *Faire communauté en société. Dynamique des appartenances*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Le lien social », 2010, p. 139-150.
- VERPRAET G., « Les mobilisations arabes entre espaces publics et espaces politiques, la redéfinition des places publiques à l'époque du virtuel », in H. Marchal et C. Baticle (dir.), *Regards pluriels sur l'incertain politique*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 41-56.
- WAHL N. et Quermonne J.-L. (dir.), *La France présidentielle. L'influence du suffrage universel sur la vie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 [1995].
- WALSH J., *Adolescents and Their Social Media Narratives*, London, Routledge, 2017.
- WENGER P., *Community of practice: Learning, Meaning, and Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.